"La jeunesse veut la transparence et la modernité"

Alors qu’Abdelaziz Bouteflika, sous la pression de manifestations de masse, a renoncé à son cinquième mandat, l’historien analyse les raisons de l’interminable aveuglement du régime algérien.

Marianne : En toile de fond de la grande révolte de la jeunesse, il y a eu le comportement humiliant du pouvoir. Comment en est-il arrivé à un tel isolement, à des absurdités comme cette promenade ces derniers mois du portrait de Bouteflika à travers le pays?

Benjamin Stora : Le régime s’est progressivement coupé de la société, car il a de moins en moins de canaux intermédiaires pour la captation et la compréhension de l’UCA [Union générale des travailleurs algériens] qui était un grand syndicat dans les années 80, avec une légitimité issue de la guerre de libération, il n’est plus que l’ombre de lui-même. Le FLN, le parti étatique, avec des milliers de cellules organisées jusqu’au fond des campagnes, faisait jadis remonter les informations. Mais il a traversé des crises successives, avec comme dernier épisode la récente désillu- sion de son secrétaire général. Bouteflika n’a pas réussi à créer un appareil politique autour de son nom. En arrivant au pouvoir, il s’est appuyé sur le FLN et sur le RNLD [Rassemblement national démocratique], copie conforme du FLN sans assise populaire. Le régime n’avait donc plus de ressort. En conséquence sur les services de renseignements et de la mémoire. Or, ces dernières années, Bouteflika a limpgé un certain nombre de généraux et les a déplacés à travers le pays. Le rôle politique des services a été lui aussi affaibli, avec le métagage de leurs anciens dirigeants Mohamed Mediene, dit « Toufik », en 2015. Si on additionne toutes ces erreurs, on constate que le pouvoir n’a pas réussi à peu de chose : la famille du président, quelques militaires et d’autres institutions. Mais cet isolement politique s’est paradoxal- ment accompagné d’un sentiment de puissance en raison du soutien de toutes les chancelleries. L’Algérie, sur le plan international, est un grand pays. Il occupe une place stratégique en raison de la lutte contre le djihadisme dans le Sahara et dans la question migratoire. Cet apport de la part des capitales étrangères a donné à l’Algérie la certitude de l’impunité, ce qui lui a fait perdre de vue la défaillance de ses institutions. Elle court pourtant. Quand la crise a éclaté, on a assisté au retrait de l’organisation des mouvements de protestations, des manifestations, des marches, des grèves, des revendications sociales et politiques. Elle est renforcée par la nouveauté de la situation internationale. Il y a une société des chefs de l’étatenu et elle est renforcée non seulement comme refuge, mais parce que beaucoup d’intellectuels laïques ont été tués pendant la décen- nie sanitaire ou bien ont quitté le pays. D’autre part, Bouteflika lui-même a confirmé les pulsions religieuses. Il s’est lancé dans une tournée de tariqas, des contredans, dans les années 2000. Il a fait construire la plus grande mosquée d’Afrique. Mais aujourd’hui, il faut noter, les phénomènes ne s’opposent plus aux jeunes, mais au pouvoir. Dans les ministères, on voit évoluer les échelles de la vie, mais elles sont plus lentes, plus barbues et non barbues. Ils forment un souvovement, ils marchent d’un même élan. Nous verrons si ce mouvement peut s’installer dans le temps. De nombreux Algériens recouvrent le terme de "réel" et font valoir que le rêve d’Algérie est partout de la jeunesse. Peut-on parler d’une nouvelle révolution arabe ?
